

Des investissements et des scandales à l'ENTV

Les récents investissements consentis par l'ENTV suscitent une énorme polémique en relation avec leur caractère astronomique. On reproche à l'Unique les sommes faramineuses dépensées, avec, en aval, un produit final à l'antenne, qui continue de friser la médiocrité.

Ainsi, la nouvelle régie du studio des Eucalyptus coûtera à l'ENTV la bagatelle de 11,9 millions d'euros (115 milliards de centimes). C'est l'équipementier Sony Professional Solutions qui vient de remporter ce juteux marché.

Sony a également équipé l'ENTV, il y a trois ans, en cars vidéo pour la modique somme de 17 millions d'euros. Les cars vidéo sont des entités de production totalement autonomes, à même de remplacer des studios itinérants.

Et pourtant, depuis leur acquisition, ces cars vidéo sont toujours sous-utilisés.

Rappelons, par ailleurs, que la télévision algérienne

a annoncé, il y a quelques semaines, l'achat de régies spécifiques aux stations régionales pour la somme de 9 millions d'euros environ. Ce marché a été arraché par la société belge, Studiotech, qui ne cesse de crier victoire, alors que la commission nationale des marchés n'a pas encore statué sur cette transaction.

Dans le même sillage, il est important de noter qu'à la veille de son départ de l'ENTV, Hamraoui Habib Chawki avait acquis pour l'entreprise une régie multicanaux qui, à ce jour, ne fonctionne pas. Et pour cause, cette régie automatisée gère une grille qu'il s'agit de programmer préalable-

ment afin de lui confier la gestion de la diffusion. Or, l'ENTV n'arrive visiblement pas à élaborer une grille qui soit adaptable à cette machine.

L'autre raison est que la télévision publique avait bénéficié d'une enveloppe de 20 milliards pour former son personnel à la manipulation des nouveaux équipements totalement numérisés. Les techniciens attendent toujours la programmation de leurs stages de formation sur ces équipements.

En somme, la régie multicanaux, qui a coûté presque 100 milliards, ne sert toujours à rien et occupe un espace précieux dans les locaux de la télévision publique.

A l'ENTV, l'investissement qui aura été entaché de scandales est de loin celui des 20 unités NLE (Non Lineaire Editing, ensemble de caméras munies de stations de mon-

tage). Au départ, ce projet d'acquisition d'équipements avait été lancé, fin 2007, par l'équipe de HHC. Néanmoins, celui-ci s'était rendu compte de suspicion de compromission de l'un des cadres de l'ENTV avec un fournisseur, après que l'un des concurrents, IEC en l'occurrence, ait dénoncé des pratiques peu orthodoxes dans la gestion de ce marché.

La direction de l'entreprise a alors réagi très vite en annulant l'appel d'offres et en prenant des mesures administratives à l'encontre du cadre contrevenant. Un nouveau groupe d'étude a été aussitôt mis en place pour relancer le projet en question.

Ce même marché des NLE n'a été relancé qu'en 2010 par la nouvelle équipe dirigeante de l'ENTV et, comme prévu, le principal concurrent a refusé de postuler à cet appel d'offres, en

raison de sa conviction d'être éliminé sur l'offre technique. La suite, on peu aisément la deviner et... basta. Le Trésor public devra payer cash les choix stratégiques des responsables de l'ENTV.

Sur un autre chapitre, il faut dire que certains investissements de l'Unique ne sont pas justifiés et s'apparentent à un gaspillage d'argent plus qu'ostentatoire. C'est le cas justement de la nouvelle régie du studio des Eucalyptus qui dispose déjà d'équipements sous-utilisés que le téléspectateur ne perçoit qu'à travers les productions exécutives réalisées avec les moyens de ce studio et revendue à l'ENTV pour des sommes faramineuses. Alors, pourquoi a-t-on recours à l'acquisition de nouveaux équipements quand ils ne servent que les productions exécutives que l'ENTV rémunère à des sommes exorbitantes ? Pourquoi investir autant d'ar-

gent quand l'Unique est astreinte à payer des milliards pour une émission comme Alhane Ouachabab ?

Ce constat, il ne faut pas compter le faire auprès des responsables de l'ENTV ou des producteurs privés qui postulent perpétuellement à des marchés auprès de l'Unique.

La loi de l'omerta n'est rompue que par les nouvelles lois relatives aux marchés publics qui font obligation aux entreprises publiques de publier, sur les pages des quotidiens de la presse écrite, les marchés qu'ils contractent avec les opérateurs externes.

Les chiffres de l'ENTV font peur. Vraiment peur. Car, avec un dixième du budget de cette entreprise, des télévisions de pays voisins font des miracles sur l'écran et offrent au public un produit de qualité.

Hani M.

DES MILLIERS DE NOUVEAUX DIPLÔMÉS CHAQUE ANNÉE SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

En quête du premier emploi

A neuf heures tapantes, le préposé à l'accueil ouvre les portes de l'antenne du 1^{er}-Mai de l'Agence nationale pour l'emploi. L'Anem, agence de placement publique relancée en grande pompe au lendemain des émeutes d'Ouargla, où de jeunes autochtones manifestèrent contre les pratiques d'agences privées illégales, semble bénéficier de nouveaux moyens.

A quelques centaines de mètres en contrebas du ministère du Travail et de la Sécurité sociale, tutelle naturelle de l'emploi depuis que celui-ci n'est plus un acte de solidarité mais d'abord économique, l'agence Anem du 1^{er}-Mai est l'une des plus soignée. Les locaux refaits à neuf, le parc informatique rutilant et le personnel disposé à faciliter la tâche aux demandeurs. Et des demandeurs, il ne semble pas y avoir foule en ce matin de mercredi.

Une première expérience, SVP !

Nassima B., pharmacienne, est la première à franchir la porte. Elle se présente pour la première fois. Fraîchement sortie de la faculté d'Alger et sans expérience probante sinon un stage de fin d'études dans l'un des centres hospitalo-universitaires de la capitale, elle appréhende ces premiers pas dans le monde du travail. Elle a tellement entendu parler de cet univers qu'elle pense que c'est plutôt le «maquis» que de commencer la recherche d'un poste. L'inquiétude est telle que Nassima, vingt-quatre ans, n'a pu rassembler tout son

courage pour venir toute seule solliciter la fameuse carte bleue. Accompagnée de son père, la jeune pharmacienne est néanmoins consciente que s'inscrire n'est pas une finalité en soi. «Vous savez, j'ai choisi la pharmacie d'abord par passion mais aussi parce qu'elle présentait ce double avantage de s'exercer en profession libérale et au sein d'entreprises de production et de distribution des médicaments», témoigne-t-elle, non sans se ressaisir «Mais au fil des années, je me suis rendue compte qu'obtenir un agrément était très difficile pour ne pas dire impossible. Ils sont délivrés au compte-goutte et, évidemment, il faut être bien épaulé.»

Avec une tête de première de la classe, Nassima n'est pas peu fière d'avoir réussi ses dix semestres d'affilée sans connaître le moindre échec, ne serait-ce qu'une convocation en rattrapage. Mais sur le marché du travail, ce sont d'autres atouts qui prévalent. «Mon entourage me disait souvent que ce n'est plus l'époque de Pierre et Marie Curie, où faire de la pharmacie revenait à travailler sur des molécules et dans des laboratoires de recherche», se résigne-t-elle. Elle ne croit pas si bien dire. Désabusée, elle reconnaît à mi-mot que «les laboratoires veulent des délégués et des visiteurs médicaux. Ce sont de commerciaux dont ils ont besoin et non de pharmaciens. Ce n'est pas cela qui pose problème, mais notre cursus de formation n'intègre pas les aspects commerciaux». Un constat qui la met en colère : «Trouvez-

vous normal que la première chose qu'on vous demande dans les entreprises de médicaments soit le permis de conduire et la possession d'un véhicule ? ! »

Sur un ton ironique, le père de Nassima, Messaoud, ajoute : «L'enseignement supérieur devrait inclure le permis de conduire dans le dossier administratif d'inscription à la faculté de médecine.»

«Employeurs : embauchez-moi, j'arrive avec mon salaire !»

Une fois inscrite, notre jeune pharmacienne ne doit surtout pas compter sur l'unique effort de l'Anem. Conseil qu'elle tient de ses prédécesseurs, elle se prépare à faire du porte-à-porte auprès des recruteurs pour les convaincre de l'embaucher dans le cadre des systèmes aidés du gouvernement qui prennent en charge les cotisations sociales et la rémunération. Pour Nassima, il s'agit juste de mettre le pied à l'étrier. Fort heureusement, elle n'attendra pas longtemps. Une officine de son quartier de résidence propose de la prendre à mi-temps. Cela lui permettra d'avoir un petit pécule pour financer le fameux permis de conduire. Mais son objectif est de poursuivre une post-graduation en pharmacie. C'est l'unique moyen d'émerger parmi les milliers de diplômés qui se contentent du premier palier. En attendant, elle se donne une année préparatoire avec, en prime, une

première véritable expérience professionnelle.

Abla, elle, est censée être avocate. Mais pour l'instant, elle se contente de préparer les dossiers des clients au sein d'un cabinet algérois. Au même titre que Nassima, elle émerge au filet de l'Anem et son employeur se contente de lui fournir un bureau et une chaise. D'avocate, elle en a, certes, les capacités mais, elle aussi, attend le fameux serment pour pouvoir porter la robe et plaider.

Pour Abla, le cabinet qui l'accueille n'est pas plus mauvais que d'autres. Il lui sert, au moins, pour cumuler de l'expérience et faire ses premières armes. «J'arpente les allées des tribunaux, rencontre des avocats chevronnés et prends connaissance des problèmes de société», dit-elle. «C'est ça l'expérience», finit-elle par se convaincre.

Complément de formation pour doper le CV

Assia approche la trentaine. Malgré ses nombreuses tentatives, cette psychologue n'a d'expérience que ce qu'on a bien voulu lui transmettre à l'université. C'est-à-dire une connaissance très théorique de sa discipline. Et pour cause, les débouchés sont très rares dans cette spécialité où s'inscrivent chaque année des centaines de bacheliers. Exception faite du secteur de la santé et de rares postes budgétaires de l'éducation nationa-

le, la psychologie ne bénéficie pas d'un grand intérêt. Pour échapper à son sort, Assia a dû suivre des formations complémentaires, notamment une formation de technicienne supérieure en marketing au sein de l'Université de la formation continue (UFC).

Mais en vain. Dans sa wilaya de résidence, Boumerdès en l'occurrence, les entreprises ne pullulent pas et les taux de rotation sont très faibles. «Les concours de la Fonction publique sont une chimère. Avant même de concourir, vous êtes presque convaincue que le poste est pris» déplore-t-elle, avant d'ajouter «ma carte bleue ne sert pas à grand-chose». Ce n'est pas pour autant qu'elle s'avoue vaincue. Bientôt, elle tentera de créer une agence de communication dans le cadre du dispositif Ansej.

Sanaâ et Ghania, respectivement diplômées en sciences commerciales et en bibliothéconomie, ont visiblement le sens des affaires. Pour s'en sortir, elles ont suivi des formations complémentaires en cuisine et en couture. Plutôt que de chercher éternellement le bon job, elles se contentent de leur travail à l'administration. Pour elles, c'est une soupape de sécurité qui permet d'avoir un salaire à la fin du mois. La cuisine et la couture, c'est pour «la fortune». Exonérées de toutes taxes car étant informelles, la couture comme la cuisine marchent très bien, surtout en période de fêtes. Pour Sanaâ et Ghania, c'est plutôt le salaire de la fonction publique qui arrondit les fins de mois !

Meriem Ouyahia